



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

67 | 2004
Varia

L'argent des Allemands

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3798>

DOI : 10.4000/rea.3798

ISBN : 978-2-8218-0830-0

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 20-26

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « L'argent des Allemands », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 67 | juillet 2004, mis en ligne le 08 octobre 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3798> ; DOI : 10.4000/rea.3798

L'argent des Allemands

Isabelle Bourgeois

Depuis plusieurs années, la consommation des ménages stagne outre-Rhin. La récente baisse de l'impôt sur le revenu n'a eu qu'un effet minime, le léger coup de pouce au pouvoir d'achat étant absorbé par l'augmentation des coûts liés à la santé et à divers services, dont les assurances. S'y ajoute l'inflation perçue qui préoccupe l'opinion allemande depuis le basculement à l'euro. Pourtant, les effets d'aubaine liés aux arrondis ont été somme toute limités, à en croire la Bundesbank. Mais la méfiance est restée ancrée dans les esprits. L'attention des conjoncturistes se focalise aussi sur le taux d'épargne allemand, un des plus élevés d'Europe avec 9,6 % en 2002, mais inférieur à celui de la France (11,1 % ; source : OCDE, 2004). Le risque du chômage, l'incertitude quant à l'avenir des régimes de protection sociale, incitent visiblement les Allemands à maintenir un haut niveau d'épargne de précaution. Et, de fait, depuis 2000, le taux d'épargne progresse. Mais quelles réalités recouvrent ces indicateurs macro-économiques ? Analyses socioéconomiques, sondages d'opinion et enquêtes marketing révèlent de profondes mutations dans la structure des revenus et du patrimoine de nos voisins comme dans leur attitude face à l'argent.

Outre-Rhin, la progression de cet indicateur conjoncturel qu'est la consommation privée (il entre pour 60 % dans la composition du PIB) est faible sur la décennie écoulée ; en déphasage par rapport à la France depuis 1998, son évolution a même stagné (-0,2 %) en 2003, et les conjoncturistes n'attendent guère mieux pour 2004. Pourtant, les dépenses de consommation ont crû de 46 % depuis 1991, selon Destatis (16 % en données corrigées de l'influence des prix). Au cours de cette période, elles ont d'abord crû plus vite (jusqu'en 2000), puis moins vite que le revenu disponible. Le taux d'épargne a suivi l'évolution inverse, décroissant jusqu'en 2000 avant de remonter ensuite. En France, au contraire, l'épargne progressait durant les années 90, à niveau de consommation équivalent (Bundesbank, 2001). Depuis, l'écart se creuse à nouveau.

Les dépenses de consommation ont crû de 46 % depuis 1991

Revenu disponible, consommation et épargne des ménages^{*)} en RFA (en milliards € ; aux prix de 1991)

	1. Revenu disponible	2. Consommation privée	3. Retraites d'entreprise ^a	Epargne ^b	Taux d'épargne
1991	1 128,89	1 010,58	9,58	127,89	13,0 %
1995	1 348,37	1 230,42	10,95	128,90	11,2 %
2000	1 535,22	1 421,06	15,09	129,25	9,8 %
2001	1 589,94	1 463,60	14,69	141,03	10,3 %
2002	1 602,46	1 473,67	17,55	146,34	10,6 %
2003	1 620,39	1 489,29	20,22	151,32	10,8 %

Source : Destatis, mars 2004. *) Ménages et administrations publiques ou institutions sans but lucratif au service des ménages. a) Droits acquis. a) col. 1-2+3.

Outre-Rhin, la forte consommation du début des années 90 s'explique par le boom de l'unification. Les Allemands de l'Est, au pouvoir d'achat dopé par les transferts sociaux et des hausses salariales sans commune mesure avec l'accroissement de leur productivité, se sont équipés massivement en biens de consommation durable afin de rattraper le standard occidental. Depuis, leur demande s'est nécessairement ralentie ; et la brutale montée du chômage après 1992, puis sa stabilisation à haut niveau, les incitent à la prudence.

L'effet de l'unification...

Dans l'ensemble de l'Allemagne, la baisse de moral consécutive à la crise de 1993 n'a été effacée que brièvement par l'euphorie de la croissance de 2000. Car la hausse des dépenses de consommation depuis la fin des années 90

... et de la hausse du coût de la vie

traduit moins un regain de consumérisme que le renchérissement du coût de la vie. La flambée des prix pétroliers a considérablement gonflé les deux principaux postes du budget des ménages : chauffage et transports – nettement plus qu'en France. D'août 1999 à août 2000, le fuel domestique par exemple, qui représente près d'un tiers des sources d'énergie des ménages, avait augmenté de plus de 44 % (Destatis). L'entrée en vigueur de l'écotaxe à partir d'avril 1999 renchérisait la consommation d'électricité et amplifiait ce phénomène (voir REA 48/00), d'autant que cet impôt s'ajoutait à la taxe sur l'essence créée en 1991 par le gouvernement Kohl pour financer l'unification : l'eurosuper augmentait de 33 % entre 1990 et 1998, alourdissant d'autant le budget mobilité.

Un pouvoir d'achat en quasi-stagnation depuis dix ans...

La baisse de l'impôt sur le revenu intervenue en 2000 (voir REA 54/01) a été modique, et le gain de pouvoir d'achat, dégagé en outre par une légère baisse des cotisations retraite, a été presque en totalité absorbé par les hausses liées à l'énergie, à la fiscalité indirecte comme à l'augmentation de divers prix administrés. Ce scénario se répète aujourd'hui : la baisse de l'impôt sur le revenu en 2004 (voir REA 65/04) a tout au plus compensé la hausse des coûts de santé (effet des réformes) ou de l'assurance (taxe pour financer la lutte contre le terrorisme) ; quant à la flambée des prix pétroliers au printemps 2004, elle absorbe ce qu'il pouvait rester du coup de pouce au budget des ménages.

...et une forte modération salariale

Depuis le milieu des années 90, les Allemands ont vu décroître leur pouvoir d'achat, d'autant que cette période se caractérise en outre par une grande modération salariale (à l'inverse de la France), avec des progressions comprises entre +0,3 % (minimum enregistré en 1997) et +1,9 % (maximum, 2001 ; Bundesbank). Pour résumer : en 2002, le revenu disponible des ménages allemands était inférieur à celui des français, avec respectivement 16 218 \$ contre 17 094 \$ (en parité de pouvoir d'achat, OCDE, mai 2004).

Consommation privée en baisse. Mais les dépenses des ménages ?

Sous l'angle macro-économique, donc, on observe outre-Rhin une baisse de la consommation privée depuis l'unification. Liée à la hausse des prix, elle tient aussi à la progression du chômage (plus de 4 millions de chômeurs), qui pèse d'autant plus sur le revenu disponible des ménages que structurellement, la part de l'emploi public est faible en Allemagne (12 % des actifs) et que, contrairement à la France, elle tend à baisser sur le long terme. C'est sans doute dans ces évolutions que réside l'une des principales explications de la faible croissance allemande au cours de la décennie écoulée. Pour autant, elle ne suffit pas à expliquer le comportement des ménages qui en est à l'origine.

La consommation privée ne suffit pas pour comprendre le comportement des ménages

Les données macro-économiques éclairent l'évolution des grandes tendances conjoncturelles mais n'expliquent pas le comportement des consommateurs allemands et de leurs voisins. D'abord, parce que les statistiques, nationales ou européennes, diffèrent selon les indicateurs pris en compte. Le plus souvent, Destatis ou Bundesbank incluent dans la rubrique « consommation privée » celle des organismes privés à but non lucratif. Eurostat distingue entre la *consommation privée* (somme des dépenses des administrations, des organismes à but non lucratif et des ménages) et la *consommation des ménages* qui mesure ce qu'ils dépensent pour vivre. Par ailleurs, toutes les données fournies par les Etats membres ne sont pas encore harmonisées. Et, de surcroît, elles suivent des approches très disparates. Ensuite, parce que le jeu des moyennes de ces statistiques masque les tendances micro-sociales sous-jacentes à l'évolution du comportement de consommation des ménages. Pour tenter de les appréhender, il faut donc recourir à d'autres sources : enquêtes socio-économiques, de consommation ou de marketing.

Modification de la structure des dépenses des ménages

En ce qui concerne la structure globale des dépenses des ménages, elle s'est modifiée depuis 1991. Deux postes ont plus que doublé : les services financiers (hausse des prix) et la communication (démultiplication de l'offre et boom d'Internet). A l'inverse, malgré un fort recul des prix de l'équipement photo, audiovisuel et informatique (-40 %), les Allemands ont réduit ce poste de 23 %. Le multiéquipement est la règle, les acquisitions sont récentes (photo numérique, PC) ou différées (audiovisuel) en attendant la numérisation de la diffusion.

Logement et services en tête

Globalement, la hausse des dépenses 'indispensables' a amené les ménages à réduire les dépenses 'superflues'. Parmi les premières : santé, alimentaire, logement, services financiers, assurances et communication. Les Allemands ont donc rogné sur les sorties (flambée des prix dans la restauration avec l'euro) et

l'habillement (en baisse dans tous les pays industrialisés). La structure de leurs dépenses suit ainsi la tendance générale des pays de l'UE à la hausse de la part du logement et celle d'une redistribution des volumes vers les services, propre aux pays riches.

Structure des dépenses des ménages en Allemagne (en milliards €, prix de 1995)

	1991	1995	2000	2003
Alimentation	120,53	121,92	132,05	134,31
Alcool, tabac	38,62	38,36	40,64	40,93
Vêtements, chaussures	69,83	69,22	71,32	67,90
Logement, énergie	206,18	227,54	247,06	259,56
Mobilier, équipement du logement	72,08	74,27	79,71	74,52
Santé	29,09	39,35	41,60	44,85
Transports	146,07	138,26	147,40	145,02
dont automobile *)	128,25	119,22	128,03	126,89
Communication	15,55	19,70	36,98	46,78
Loisirs, divertissement et culture	88,69	91,62	104,87	99,67
dont livres, journaux, papeterie	19,77	20,05	22,36	19,35
Education, formation	7,13	6,86	6,50	6,66
Restauration, hôtellerie	53,71	53,52	52,27	46,27
Autres	84,85	91,81	103,38	104,09
dont assurances	24,52	29,82	31,58	34,46
dont services financiers	6,98	6,30	12,35	10,18
Total dépenses sur le territoire national	932,33	972,43	1 063,78	1 070,56

Source des données : Destatis ; *) total achat et entretien ; ces deux postes sont à peu près équivalents.

Consommation mensuelle par type de foyers en 2002 (en €)

	% des foyers	Revenu disponible	Total dépenses	Logement, énergie	Aliment., tabac	Transport	Taux d'épargne
Femme célibataire	n.c.^{a)}	1 458	1 242	462	152	103	6,1 %
Ouest		1 537	1 301	489	155	116	6,3 %
Est		1 095	972	342	139	59	4,9 %
Homme célibataire	n.c.^{a)}	1 780	1 333	459	154	193	12,8 %
Ouest		1 852	1 380	482	156	195	12,8 %
Est		1 351	1 076	337	142	180	10,9 %
Couple sans enfant	43,3	2 993	2 337	719	313	332	10,3 %
Ouest		3 161	2 458	763	319	355	10,1 %
Est		2 230	1 833	530	288	254	9,9 %
Couple avec 1 enfant*)	28,6	3 098	2 378	702	368	359	13,2 %
Ouest		3 196	2 434	728	372	361	13,4 %
Est		2 694	2 124	603	347	335	12,6 %
Couple avec 2 enfants ou +*)	n.c.^{b)}	3 703	2 776	847	447	386	14,9 %
Ouest		3 838	2 864	882	455	391	14,9 %
Est		2 986	2 355	671	409	358	12,9 %
Célibataire avec 1 enfant*)	n.c.^{c)}	1 755	1 542	516	257	150	7,3 %
Ouest		1 843	1 616	550	265	162	7,3 %
Est		1 499	1 331	425	234	108	6,9 %

Source : Destatis. Enquête EVS 1998, actualisée le 06-01-02 (dernières données disponibles). *) Enfant célibataire de moins de 18 ans. a), b) et c) Données 2002 non disponibles. a) Foyers célibataires en 2004 : 37,04 % (total foyers : 38,94 millions). b) Couples avec 2 enfants : 15,2 % ; avec 3 enfants : 3,8 % ; avec 4 enfants et plus : 1,1 % (données 2001 ; total familles avec enfant : 22,4 millions). c) 9,3 % en 2001 (hommes : 1,7 % ; femmes : 7,6 %).

En Allemagne, la distribution des revenus révèle la caractéristique traditionnelle du « modèle rhénan » : une grande homogénéité. Près de la moitié des ménages se situe toujours dans la tranche de revenus nets mensuels allant de 920 à 2 045 €, dans les anciens comme dans les nouveaux Länder. Mais la part des revenus inférieurs est légèrement plus importante dans ces derniers, reflétant les disparités salariales est-ouest et la part proportionnellement plus élevée des

50 % de revenus moyens

Structure (en %) des revenus mensuels nets moyens des ménages allemands en 2001 ^{a)}

En €	< 511	511-920	920-1 278	1 278-1 534	1 534-2 045	2 045-2 556	2 556-3 835	> 3 835	Autres ^{b)}
Ouest	3,2	11,1	15,0	9,8	17,1	13,5	17,0	8,3	5,0
Est	4,2	15,9	19,7	11,3	19,7	12,3	11,6	3,1	2,3
Σ RFA	3,4	11,9	15,8	10,1	17,6	13,3	15,9	7,4	4,5

Source des données : Destatis, Statistisches Jahrbuch 2002. a) enquête Mikrozensus d'avril 2001 (dernières données disponibles). b) Agriculteurs indépendants et données n.c. N.B. Pourcentages arrondis ; total foyers : 38,456 millions, dont 7,156 millions dans les nouveaux Länder (Berlin Est inclus).

transferts sociaux, liée au taux de chômage deux fois plus élevé qu'à l'ouest. Dans les anciens Länder, à l'inverse, la tranche des revenus supérieurs est légèrement plus importante en comparaison. Les deux catégories extrêmes (revenus inférieurs à 920 € et supérieurs à 2 556 €) se recrutent parmi les chômeurs, retraités (régime légal) et étudiants pour la première, les fonctionnaires (1,9 million outre-Rhin) et travailleurs indépendants pour la seconde.

Un écart générationnel qui s'est creusé en 30 ans

Si la distribution des revenus est restée d'une remarquable stabilité au cours des 30 dernières années, les réalités sociales correspondantes ont, elles, considérablement évolué. Ainsi, la part des foyers d'une ou deux personnes a nettement augmenté : elle dépasse aujourd'hui les 70 %. Or globalement, ceux-ci ont des revenus inférieurs : un seul salaire par foyer et une imposition plus lourde étant donné que le régime fiscal favorise les couples mariés avec enfant(s), ce qui pénalise les foyers monoparentaux dont 15 % perçoivent l'aide sociale. Effet mathématique de cette évolution, le revenu net disponible des ménages a reculé de 17 % (DIA, 2001). Enfin, le vieillissement démographique (13,3 % de plus de 65 ans, Destatis) s'est traduit par une hausse de 89 % du revenu réel net des 65-69 ans, alors que les 25-34 ans ne voyaient le leur augmenter que de 21 %. L'écart générationnel des revenus aussi s'est creusé.

40 % des Allemands vivent de leur revenu salarial

Les Allemands de l'est comme de l'ouest sont 40 % à tirer leurs revenus de leur salaire, selon Destatis (enquête Mikrozensus 2002). Cette part était encore de 45 % en 1991 ; la baisse s'explique par le vieillissement démographique et la progression du chômage. Ainsi, 23 % des Allemands perçoivent aujourd'hui des pensions de retraite, contre seulement 19 % en 1991 ; ils sont 4 % à vivre des prestations chômage en moyenne nationale (au lieu de 2 %), nettement plus à l'est (9 % de la population). Les autres (30 %) vivent du soutien familial. Les femmes, dont un tiers seulement tire son revenu principal du salaire, sont près de 37 % à dépendre ainsi de leurs proches. Mais c'est là surtout une caractéristique ouest-allemande car à l'est, cette part n'est que de 19 %. Enfin, 3,6 % des Allemands ont d'autres sources de revenus, qu'il s'agisse de patrimoine immobilier, de prestations dépendance, d'aides aux étudiants ou de l'aide sociale.

20 % des ménages se partagent 70 % du patrimoine financier

Alors que la fourchette salariale est relativement serrée, le patrimoine des ménages est plus élevé à l'ouest et fortement concentré sur les revenus supérieurs. Selon Destatis, 20 % des ménages se partagent plus de 70 % du patrimoine financier net (placements *moins* dettes et crédits) que la Bundesbank (2003) estime à 2 153 milliards € en 2002, ce qui fait une moyenne de 94 300 € par ménage. Mais cette définition des ménages inclut les organismes privés à but non lucratif, et ces montants concernent les seuls produits financiers. L'enquête SAVE 2001, qui tente une approche du comportement d'épargne des Allemands sous l'angle économique, sociologique et psychologique pour en avoir une lecture plus fine, révèle que 82 % des ménages (au sens strict) ont un patrimoine positif de 143 000 € en moyenne ; leur patrimoine financier est de 32 000 € seulement, la valeur du patrimoine immobilier s'élevant à 208 000 €.

L'immobilier au cœur du patrimoine des Allemands

La répartition du patrimoine immobilier est plus homogène que celle des actifs financiers : près de la moitié des ménages (46 % pour l'enquête SAVE, 42 % pour la BCE) est propriétaire de son logement (contre 58 % des Français, BCE, 2001). Cette proportion croît avec l'âge (50 % chez les plus de 60 ans), le revenu (68 % au-delà de 3 200 €) et la situation familiale (56 % des foyers de 3 personnes au moins ; Destatis, 2003). A l'est, le taux de propriété n'est que de 34 % ; la valeur des logements y est également inférieure. Au total, l'essentiel du patrimoine des Allemands se trouve immobilisé dans la propriété. Or le prix réel des maisons ne cesse de baisser depuis 1975 (-25 %, voir REA 64/03), contribuant à dévaloriser depuis 30 ans le patrimoine des Allemands.

Un patrimoine financier mis à mal par le choc boursier

Le patrimoine financier brut, quant à lui, a baissé en 2002 – pour la première fois depuis 1949, explique la Bundesbank (2003). Et le patrimoine net ne représente plus aujourd'hui que une fois ½ le revenu disponible. La fin de la bulle spéculative a dévalorisé les portefeuilles des Allemands : -60 % en 2001 ; en

2002, le volume des pertes a même dépassé celui des transactions. Ils avaient désépargné à la fin des années 90 pour investir dans l'immobilier et, surtout, pour découvrir la bourse. La faiblesse des taux de rémunération des obligations (4,3 % en 2001 contre 8,6 % encore en 1991) ou des titres à revenus fixes (inférieurs à 6 % depuis 1996) avait accru l'attrait des valeurs boursières aux perspectives de rendement largement plus séduisantes. Le déclencheur de l'actionnariat populaire avait été l'ouverture du capital de Deutsche Telekom en 1996 : le nombre des détenteurs d'actions a doublé depuis 1997 pour atteindre les 11,1 millions, soit 17,3 % de la population (second semestre 2003, Infratest).

Patrimoine financier moyen des ménages par revenus et professions en 2001 (en €)

Revenus	Placements	Assurances	Total	Profession	Placements	Assur.-vie ^{a)}	Total
				Chômeur	10 789	6 658	17 447
				Ouvrier	12 740	10 579	23 319
				Retraité^{b)}	26 749	4 092	30 842
< 920	8 770	6 486	15 256	Employé	22 978	13 172	36 150
920-2 045	18 198	15 580	33 778	Fonctionnaire	30 266	14 226	44 493
2 045-3 068	28 360	28 404	56 764	Pensionnaire^{b)}	43 959	7 464	51 423
3 068-4 090	44 525	44 341	88 866	Indépendant	45 493	39 160	84 653
> 4 090	69 218	75 502	144 720	Moyenne	10 849	10 849	34 590
Moyenne	23 741	22 451	46 192				

Source : DIA 2001/EVS 2001 (dia-vorsorge.de). a) Valeur des contrats d'assurance-vie ; b) retraité : régime légal ; pensionnaire : fonctionnaire.

Le choc boursier a incité les Allemands, comme leurs voisins, à se reporter vers les produits nettement moins risqués. En tête de leurs préférences, la monnaie fiduciaire (les pièces et billets dans les tirelires) et les dépôts à vue ou à terme, dont la part est passée de 34 % en 2000 à 36 % en 2002. Viennent ensuite les produits d'assurance-vie, passés de 22,56 % à 24,7 % et les fonds de pension, qui ont gagné un point pour s'établir à 11,2 %. Les actions (5,2 %) ont diminué d'une bonne moitié dans leur portefeuille (Sparkasse Hagen).

Regain d'intérêt pour les dépôts à vue

L'argent, un sujet tabou en Allemagne aussi

Les banques, après avoir quelque peu délaissé la clientèle particulière, redécouvrent les épargnants. Encore faut-il identifier leur demande. C'est ainsi que la Commerzbank a commandité auprès de NFO Infratest une étude sur l'état des connaissances des Allemands en matière de produits financiers. Le constat : un tiers seulement des sondés affirme « s'y connaître bien/très bien ». Pour comprendre les raisons de cette 'inculture', la banque a alors commandité une étude qualitative auprès de Sinus Sociovision. Il en ressort que, outre-Rhin aussi, l'argent est un sujet tabou, connoté négativement. On comprend mieux, dès lors, les difficultés rencontrées dans la collecte de données statistiques. Mais il y a plus inquiétant : les Allemands se montrent majoritairement « immatures », se croyant suffisamment protégés par leurs proches ou par l'Etat. Matière « complexe » et « abstraite », la 'finance' les pousse soit à faire l'autruche soit à verser dans le consumérisme.

Le patrimoine financier croît avec le revenu, suivant la structure des régimes de retraite outre-Rhin : l'affiliation aux caisses légales obligatoires étant soumise à un plafond de revenus, les plus élevés cotisent à des caisses complémentaires ou souscrivent des contrats d'assurance-vie. Sont donc principalement concernés les travailleurs indépendants et les fonctionnaires. A l'opposé, un quart de la population n'épargne pas, faute de revenus suffisants ; un autre quart économise péniblement quelque 500 € par an (SAVE). Enfin, en Allemagne comme ailleurs, et toutes catégories CSP confondues, le montant des dépôts croît avec l'âge, de même que le taux d'épargne. Celui-ci progresse nettement à partir de 35 ans pour atteindre 13 % chez les 50-54 ans avant de baisser rapidement ensuite (Destatis, 2000). Les Allemands épargnent prioritairement pour la retraite.

Les Allemands épargnent d'abord pour la retraite...

La constitution d'un patrimoine à transmettre aux enfants, priorité des Français (Cetelem), n'arrive qu'en dernier lieu. Cet écart s'explique : le haut niveau de chômage d'insertion rend les jeunes Français plus dépendants de leurs parents ; outre-Rhin, les célibataires ou couples sans enfant sont plus nombreux. Si l'avenir du financement des retraites inquiète profondément Français (79 %) et Allemands (83 % ; Cetelem), ces derniers sont visiblement mieux sensibilisés à la nécessité de capitaliser pour la retraite, effet du moindre poids de l'emploi public outre-Rhin (voir REA 64/03), du vieillissement démographique et des

... et avec une grande régularité

Un taux d'endettement supérieur
à la moyenne européenne

débats sur la réforme de la protection sociale. La régularité du versement et des montants placés, si caractéristique de l'épargne allemande, en atteste.

S'ils épargnent massivement, les Allemands sont aussi lourdement endettés. En 2002, le taux d'endettement allemand (73 %) se situe bien au-dessus des moyennes européenne (65 %) et française (51 % ; Eurostat). L'essentiel de l'encours est lié à l'habitat, avec 8 608 € par habitant (5 895 € en France), le crédit à la consommation ne pesant que 2 722 € (1 777 € en France ; IEM Finance). Outre-Rhin, le volume de ce dernier a doublé entre 1989 et 1999, de même qu'il augmentait dans la plupart des pays de l'UE, euphorie boursière oblige. Mais il se concentrait en 2001 sur un quart des foyers (DIW), principalement des familles qui voient s'accroître leurs charges avec l'arrivée d'un enfant ou leur revenu diminuer brusquement (chômage). Comme ailleurs, le remboursement des crédits pèse comparativement plus lourd sur les 'moins riches', qui lui consacrent 23 % de leur revenu disponible net à l'ouest (18 % à l'est).

EN 30 ANS, LES ALLEMANDS ONT VU BAISSER globalement leur pouvoir d'achat et s'accroître les disparités, ce qui dilue les contours de la catégorie des revenus moyens. Ce sont eux qui se montrent dès lors les plus contradictoires dans le difficile arbitrage entre consommation et épargne. Le plus souvent, c'est chez eux qu'on relève cette hiérarchie des choix qu'on attribue aux Allemands en général : épargner d'abord, dépenser ensuite, et au mieux, ce qui reste. Leurs modes de consommation sont abondamment décrits par les enquêtes marketing : ils s'approvisionnent chez Aldi, négocient ferme leur Mercedes, guettent les promotions sur l'équipement hifi dernier cri ou les soldes sur la mode haut de gamme pour continuer de voyager ou d'aménager leur intérieur.

Or au plan socio-culturel, ces catégories moyennes sont aussi peu uniformes que les autres. Valeurs et styles de vie se sont en effet considérablement diversifiés en l'espace de 30 ans (voir *REA* 59/02). Aujourd'hui, ascétisme et hédonisme sont présents dans tous les milieux et dans toutes les générations. Ces valeurs sont certes inégalement réparties. Un certain ascétisme domine chez les plus âgés, mais se trouve aussi chez certains des plus jeunes qui se complaisent dans le refus de la « société de consommation ». A l'inverse, l'hédonisme caractérise plutôt les générations d'après-guerre, maîtres d'œuvre du « miracle économique », ainsi que les plus aisés de leurs héritiers. Or ces valeurs coexistent souvent, menant à des comportements parfois contradictoires, surtout dans la génération à l'origine de la rupture de 1968. Porteuse de cet ascétisme « postmatérialiste » qui lui est caractéristique, elle est aujourd'hui aux affaires et au pouvoir. Hautement qualifiée, elle est aussi relativement aisée, ce qui lui permet de mener ce style de vie 'petit bourgeois' qui constitue ce que les sociologues appellent le *mainstream*. C'est ainsi que s'entremêlent aujourd'hui dans la société allemande parcimonie frileuse et optimisme dépensier. Les comportements de consommation et d'épargne des Allemands trouvent aussi leur explication dans les mutations d'une société et de ses valeurs.

Indications bibliographiques

- A. BÖRSCH-SUPAN, L. ESSIG, *Sparen in Deutschland. Ergebnisse der ersten SAVE-Studie*, Deutsches Institut für Altersvorsorge DIA, février 2002 (www.dia-vorsorge.de)
- *Die Deutschen und ihr Geld. Einkommen, Vermögen, Alterssicherung*, Deutsches Institut für Altersvorsorge DIA, 2001
- BUNDESBANK, rapports mensuels : « Die gesamtwirtschaftlichen Finanzierungsströme im Jahr 2002 », 06/2003, et « Wachstumsunterschiede zwischen Deutschland und Frankreich », 09/2001
- L'Observateur Cetelem 2004, Cetelem (www.observateur-cetelem.com)
- « Fast ein Viertel der Privathaushalte in Deutschland mit Konsumentenkreditverpflichtungen », *DIW Wochenbericht*, n°17/2003
- IEM FINANCE, « Y a-t-il une exception française des comportements d'épargne? », Rapport final, avril 2004 (www.fbf.fr)
- NFO INFRATEST FINANZFORSCHUNG / COMMERZBANK, « Finanzwirtschaftliches Grundwissen der deutschen Bevölkerung », Commerzbank, mai 2003
- « J'achète, donc je suis ». *Réflexions sur le comportement d'achat de chômeurs allemands*, Séismograph 2003, janvier 2004 (www.seissmo.com)
- SINUS SOCIOVISION / COMMERZBANK, « Die Psychologie des Geldes », Commerzbank, mars 2004